

Le racisme a-t-il des fonctions sociales ? (3/3)

Les moteurs psychologiques et sociaux du racisme



Cette fiche d'actualité est destinée aux militants en formation à l'Ecole syndicale de Bruxelles, afin de les aider à mieux comprendre certaines questions d'actualité et leurs enjeux syndicaux. L'Ecole syndicale de Bruxelles est un projet de la Centrale culturelle bruxelloise (asbl) avec le soutien de la FGTB de Bruxelles, du Centre d'Education populaire André Genot (CEPAG asbl) et du Service d'Education permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Cet article est le dernier d'une série de trois fiches d'actualité au sujet de la lutte contre le racisme. Les trois textes analysent le racisme sous plusieurs angles. Le premier article aborde l'histoire du racisme : a-t-il toujours existé (ou est-il une construction sociale liée à certains contextes) ? Le deuxième article se penche sur les mécanismes du racisme et les « assignations identitaires ». Le présent article examine les fonctions du racisme. En effet, si les « races humaines » n'existent pas (elles sont une invention humaine), le racisme, lui, existe bel et bien. Le racisme se base sur une véritable croyance : celle de la supposée existence de races pures. Ces idées de pureté, de « races » humaines sont fausses et dangereuses. Mais ces mythes sont solidement ancrés dans les imaginaires. Quelles en sont les raisons ? Le racisme accomplirait-il des fonctions qui lui permettent de survivre à toutes les déconstructions, à toutes les condamnations et même d'absorber la critique ?

1. Le racisme se base sur une grande supercherie

Pureté imaginaire et utilisation du mot « race »

L'application du concept de « pureté biologique » aux groupes humains est, rappelons-le, incorrecte : le concept de *race* est un terme d'élevage. Prétendument pures, les races d'animaux sont obtenues par des processus de métissages contrôlés.

Remarquons que certains auteurs parlent du terme « race » comme « d'une catégorie qui aujourd'hui encore, est pleine de sens ». Selon Pietro Basso, les races existent, « parce que ce sont des catégories qui comptent socialement »¹. Néanmoins, quand on veut désigner les êtres humains, parler de « race humaine » est un abus de langage. Nous faisons partie d'une espèce, l'espèce humaine, dite *Homo Sapiens*. Le concept de « race » pour caractériser les différents groupes humains, que ce soit par la couleur de peau ou la morphologie corporelle, n'a **aucun** fondement². **Admettre que le concept compte socialement ne justifie pas son usage. En effet, le concept de « races » humaines finit par produire des catégories mentales ; il impose un système de classement qui modèle nos perceptions et la représentation des différences de groupe, des différences culturelles, comme corrélatives de traits physiques visibles.**

Il est important de souligner que l'emploi du terme « race », à des fins descriptives, a un réel pouvoir performatif : il produit ou crée ce qu'il nomme (ou simplement le reproduit). Utiliser le mot « race », c'est créer l'identité raciale ou renforcer l'idée d'une évidence de perception raciale dans les phénomènes sociaux auxquels le mot est appliqué³.

Le concept de **racialisation** souligne le **processus de construction de catégories raciales** et rappelons-le, il **instaure la question de la prétendue « race » comme pertinente pour comprendre la société**. La racialisation est un mécanisme du **racisme**. Le **racisme** implique une **théorisation** et un **programme d'action**⁴. Les théories du racisme imitent le discours scientifique en se fondant sur de prétendues « évidences » visibles (par exemple : la forme des yeux, du crâne, la couleur de la peau, etc.). Ces théories imitent la façon dont le discours scientifique articule des « faits visibles » à des causes cachées. Les théorisations racistes sont ainsi susceptibles de fournir des clés d'interprétation immédiates, non seulement pour ce que *vivent* les personnes mais aussi pour ce qu'elles *sont* dans le monde social. Les programmes d'action instaurent un traitement différencié des hommes et des femmes en fonction de leur prétendue race, traitement qui peut prendre des formes négatives (discrimination, apartheid, ...) mais aussi des formes positives (discriminations positives, quotas, ...).

¹ BASSO Pietro, « Le racisme européen, Critique de la rationalité institutionnelle de l'oppression », Editions SYLLEPSE, Paris, 2016, p. 15.

² MESSAGER, Alexandre, « Les mots indispensables pour parler du racisme », SYROS, 2013, p. 124

³ « Racialisation et racisation », Pierre-André TAGUIEFF, Dictionnaire historique et critique du racisme, Quadrige, PUF, mai 2013, p.1494 .

⁴ « Racialisation et racisation », TAGUIEFF, Pierre-André, op. cit., p. 1494.

2. A quoi sert le racisme

Le racisme ne repose pas sur de simples « préjugés » ; il les fait fonctionner. L'idéologie raciste et ses racines sont si profondément ancrées dans nos imaginaires que le phénomène, comparable à un mythe fondateur, s'apparente à une **véritable croyance** : bien qu'il soit questionné et réfuté, les arguments de la raison n'ont pas raison du racisme. Pourquoi le racisme a-t-il ce statut particulier dans notre manière de penser le monde ?

Nous l'avons vu dans les deux fiches d'actualité précédentes⁵ : les mécanismes du racisme « rassurent », catégorisent et hiérarchisent les groupes sociaux.

La réponse au sujet des fonctions du racisme tient, elle, en 3 phénomènes : d'abord, le racisme **divise**, notamment les travailleurs (et à peu de frais, ce qui est très pratique pour ceux qui se trouvent en position dominante). Ensuite, il **justifie** le fait de réserver des avantages à certains (et de distribuer les désavantages aux autres). Enfin, le racisme **détourne l'attention des questions sociales** (d'inégalités) et offre des réponses simplistes sur des bases identitaires (ou « culturelles »). Pour toutes ces raisons, le racisme est utile au capitalisme...

2.1. Le racisme divise

Le racisme produit une catégorisation de l'humanité en espèces artificiellement isolées. Nous avons bien sûr besoin de catégories pour analyser la réalité, la trier afin de la rendre intelligible. Mais il ne faut pas perdre de vue que ces catégories sont socialement construites. Loin d'être naturelles, elles sont le fruit, lorsqu'elles concernent les groupes humains, de rapports de force. Ainsi, le racisme est créateur de catégories légitimant l'exploitation. Il instaure des divisions et des hiérarchisations, là où il pourrait y avoir solidarité et égalité. Entre travailleurs, ce dangereux engrenage peut et doit être déconstruit et renversé.

2.1.1. Aujourd'hui, le discours raciste serait davantage « culturel » que « racial »

On appelle aujourd'hui « néo-racisme », un phénomène qui peut être daté de la période postcoloniale. Il y aurait un « racisme sans races », différentieliste et culturaliste (en opposition au racisme qui serait le racisme classique, fondé sur la hiérarchisation des différences biologiques). Ce « racisme nouveau » se focaliserait sur les différences culturelles et non sur l'hérédité biologique. Dans le nouveau racisme, la catégorie des immigrés ou des « migrants » est devenue un substitut contemporain à la notion de « race »⁶. Cette substitution est fondée sur le caractère supposément irréductible et naturalisé de la différence culturelle (ou religieuse, selon certains). C'est un racisme qui postulerait « *seulement* » la nocivité de l'effacement des frontières, l'incompatibilité des genres de vie et des traditions. *Une partie du discours de ce nouveau racisme (ou nouveau discours nationaliste) se caractérise par son caractère paradoxal : il incite à l'intolérance vis-à-vis des populations jugées porteuses d'intolérance en raison de leurs cultures. Ces cultures sont essentialisées, c'est-à-dire imaginées comme figées et inaltérables.*⁷ Nouveau ou pas, si le racisme existe et se transmet, c'est qu'il remplit des fonctions sociales, très utiles à certains.

⁵ Op. cit.

⁶ Etienne BALIBAR, « Race, nation, classe: les identités ambiguës », 1988, éd. La Découverte, 1988, p. 30.

⁷ « Néo-racisme », Dictionnaire historique et critique du racisme, sous la direction de Pierre-André TAGUIEFF, Editions Quadrige, PUF, Paris, mai 2013, p. 1240

2.1.2. Les besoins de l'économie-monde : le racisme, utile au capitalisme

L'ethnisation et la racialisation répondent aux besoins de l'économie-monde. La réduction du coût de la main-d'œuvre passe par la hiérarchisation des professions et des rémunérations. Le racisme, comme le sexisme, sont ainsi utiles au capitalisme, comme système d'exploitation de l'humain par l'humain. Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein analysent ainsi l'exacerbation contemporaine du racisme et ses traductions politiques⁸.

Un système capitaliste en expansion -comme c'est le cas la moitié du temps-, requiert toute la force de travail disponible, puisque c'est ce travail qui produit les biens dont le capital est extrait pour être accumulé. L'expulsion hors du système est dès lors sans objet. Le capitalisme est donc universaliste* de manière opportuniste. Néanmoins, pour maximiser l'accumulation du capital, il faut, simultanément, minimiser les coûts de production et minimiser également les coûts des troubles politiques. Le racisme serait une formule quasi magique favorisant la réalisation de tels objectifs⁹.

« L'ethnisation » de la force de travail est une des résultantes du phénomène : de tout temps, a existé une hiérarchie de professions et de rémunérations proportionnée à certains critères dits sociaux, mais le racisme a toujours combiné les prétentions fondées sur la continuité d'un lien avec le passé (génétiquement ou socialement défini ou les deux à la fois) et une extrême flexibilité dans la définition au sein des frontières entre les prétendues races.

Le système capitaliste rend possible d'étendre ou de contracter, selon les besoins dans un espace-temps particulier, le nombre de ceux qui sont disponibles pour les salaires les plus bas et les rôles économiques les moins gratifiants. Il fait naître et crée en permanence des groupes sociaux qui socialisent leurs enfants afin qu'ils puissent à leur tour jouer les rôles qui leurs sont impartis. Enfin, il fournit une base non-méritocratique pour justifier l'inégalité.

Sur le site « Ceci n'est pas une crise » (du groupe qui a mené l'enquête *Noir, Jaune, Blues*) l'analyse est que : *« depuis la déréglementation de l'économie et sa financiarisation, les gouvernements nationaux et les organisations multinationales ont une marge d'action très limitée, entraînant une faible capacité à réagir face à une crise économique complexe. Laissant l'individu exposé à de fortes conséquences à moyen et long terme. A cela s'ajoute la sensation d'incertitude et d'instabilité ressentie par les individus vivant une multitude de mutations sociétales dans un monde changeant rapidement. »*¹⁰

Une « **contre-offensive néolibérale** », parfois appelée « révolution libérale » aujourd'hui, est en cours depuis le début des années 1980. Cette offensive est également néocoloniale et néo patriarcale¹¹. Elle est mondiale et elle remet en cause des acquisitions matérielles et « morales » que l'on pouvait croire définitivement acquises durant les trois décennies d'après-guerre. Cette remise en cause semble de plus en plus extrême. La dépendance financière actuelle des anciennes colonies qui ont gagné leur indépendance politique dans le mouvement de décolonisation, est de plus en plus grande. Cette dépendance est aggravée par des mesures d'austérité planifiées par le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale et a entraîné une avalanche de conséquences désastreuses dans les rapports sociaux. A son tour, le recul des processus

⁸ BALIBAR Etienne, WALLERSTEIN Immanuel, « Race, nation, classe, Les identités ambiguës », La Découverte & Syros, Paris, 1997

⁹ WALLERSTEIN Immanuel., « Universalisme, racisme, sexisme : les tensions idéologiques du capitalisme » in BALIBAR Etienne, WALLERSTEIN Immanuel, « Race, nation, classe, Les identités ambiguës », op. cit. p. 48.

¹⁰ Ceci n'est pas une crise URL : <http://www.cecineestpasunecrise.org/comprendre/pas-une-crise/> page consultée le 13 juin 2017.

¹¹ BASSO Pietro, « Le racisme européen, Critique de la rationalité institutionnelle de l'oppression », Editions SYLLEPSE, Paris, 2016, pp. 159-160

2.2. Le racisme justifie

2.2.1. C'est le racisme qui crée les races, et non l'inverse¹²

Le racisme, plusieurs fois centenaire, a bel et bien persisté pendant les années où les luttes d'émancipation gagnaient du terrain. C'est notamment parce que les intérêts de classe vont de pair avec les catégorisations raciales.

2.2.2. Pourquoi liquider l'idée de race n'élimine-t-il pas le racisme ?

On peut raisonnablement penser que tant qu'existera l'exploitation d'humains par d'autres humains, subsisteront les théories discriminatoires qui fourniront une légitimation à cette exploitation. Le racisme est l'une d'elles. Cette légitimation ne s'arrête pas à une société donnée, à un Etat, ou à une population. Selon Immanuel Wallerstein, le racisme est inscrit dans le clivage de la force de travail entre le « centre » et la « périphérie », dans le cadre de la mondialisation de l'économie capitaliste. C'est dans la justification de l'oppression et de l'exploitation qu'on peut discerner la grande fonction sociale du racisme, sa principale raison d'exister et de continuer à se développer. Le racisme s'inscrit dans des transformations historiques aussi décisives que la colonisation. Ainsi, **la construction raciale des rapports sociaux est produite et reproduite dans le cadre mondial qu'a créé le capitalisme**¹³.

2.2.3. Le racisme est une condition des avantages de groupes dominants

*Dans une approche matérialiste, toutes les sociétés jusqu'à présent sont caractérisées par l'existence de rapports sociaux de domination. Toutes les sociétés sont également traversées par l'existence de luttes des dominés, pour sortir des rapports de domination qui les assignent à certaines places sociales, à certaines fonctions ou statuts. La caractéristique essentielle de ces assignations est la production de désavantages sociaux, économiques et matériels. La domination peut ainsi se définir comme l'exercice d'une contrainte directe ou indirecte, physique ou morale, psychologique ou symbolique, visible ou invisible, imposée par la force brute ou par « l'intériorisation », prenant une forme personnelle (comme dans le rapport social esclavagiste) ou impersonnelle et systémique (comme dans le rapport social capitaliste)*¹⁴.

Les désavantages des dominés ne sont pas là par nature, par essence ou par incapacité ; ils sont le résultat de rapports sociaux et la condition des avantages des dominants. Cette approche s'oppose aux variantes idéalistes, concevant la domination comme le résultat du comportement individuel des mentalités, de l'éducation, de la méconnaissance, etc. Ces idéalismes inversent l'ordre des causes et des conséquences. C'est bien parce que les discriminations racistes ont des effets concrets de distribution d'avantages aux uns et de désavantages à d'autres que se reproduisent les « mentalités racistes », et non l'inverse.¹⁵

¹² BOUAMAMA Saïd, FOTIA Yvon, « RACE », Dictionnaire des dominations, de sexe, de race, de classe, Collectif Manouchian, Saïd BOUAMAMA (Dir.) Jessy CORMONT, Yvon FOTIA, Editions SYLLEPSE, Paris, 2012, p. 300.

¹³ BALIBAR Etienne, WALLERSTEIN Immanuel, « Race, nation, classe, Les identités ambiguës », La Découverte & Syros, Paris, 1997, p. 18.

¹⁴ Collectif Manouchian, BOUAMAMA Saïd (Dir.) CORMONT Jessy, FOTIA Yvon, « Une approche matérialiste, historique, et systémique », in *Dictionnaire des dominations, de sexe, de race, de classe*, Editions Syllepse, Paris, 2012, p. 11.

¹⁵ Ibid.

2.3. Le racisme détourne l'attention des questions sociales et donne des réponses identitaires

Le racisme se (re)déploie lorsque les liens de solidarité s'affaiblissent. Il permet de **détourner l'attention** des questions sociales, des injustices et des inégalités. En alimentant une vision faussée des rapports sociaux, il permet de justifier la domination de ceux qui sont infériorisés.

Serions-nous tous (au moins un peu) racistes ?

Les êtres humains sont forcés de collaborer pour survivre, forcés d'être socialisés, donc cultivés. Nous appartenons dès lors tous à (au moins) un groupe social. Le pendant négatif de cette nécessité de socialisation serait que nous privilégierions notre propre groupe, auquel nous sommes émotionnellement attachés. Il ne faut pas en déduire que le racisme serait un mécanisme « naturel ». Ce n'est pas le cas, puisque le racisme a pour effet de détruire un groupe *de l'intérieur*. Le racisme « **apparaît quand les liens sociaux se disloquent**, quand la société est dominée par une menace qui semble diffuse et dont on va « inventer » les responsables »¹⁶. La démarche raciste puise sa raison d'être dans **l'insécurité** et dans la **volonté de justifier les hiérarchies sociales et l'exploitation** d'un groupe par un autre (esclavage, régime colonial, apartheid, exploitation ...), ce qui s'accompagne souvent de la désignation d'un groupe de coupables, permettant de justifier des rapports sociaux inégalitaires ou violents.

Nul ne naît raciste, on le devient, par conditionnement, dit Lilian Thuram¹⁷. Le racisme est bien une construction sociale : une invention humaine. Et c'est dans le **contexte d'individualisation** en cours que les replis identitaires se développent, comme une **réponse au démantèlement des solidarités instituées**. Ces solidarités s'étaient matérialisées dans un large spectre d'acquis sociaux, aujourd'hui petit à petit démantelés. Si les êtres humains ont une série de besoins matériels fondamentaux, ils ont aussi besoin de se rattacher à un récit collectif, auquel ils participent : si la société n'offre plus d'horizon émancipatoire, c'est le groupe d'appartenance culturelle (ou religieux) qui est (ré)investi et (sur)valorisé.

La tension entre capital et travail - et la légitimité de la grille d'analyse des classes sociales - tend à être moins sollicitée, et ce au profit de questions identitaires. La promotion de la diversité, la lutte contre les discriminations, peuvent être des moyens de masquer la question des inégalités économiques. Il est d'ailleurs intéressant de constater que le concept de « diversité », à la mode, fait consensus à droite comme à gauche, car en aucun cas il ne remet en question le système qui produit les inégalités. L'analyse de Walter Benn Michaëls sur les politiques de diversité est éclairante à ce sujet: « non contents de prétendre que notre vrai problème est la différence culturelle, et pas la différence économique, nous nous sommes mis en outre à traiter la différence économique comme si elle était elle-même une différence culturelle »¹⁸. Ne serait-ce entre autre parce qu'il est moins cher de payer les travailleurs en « reconnaissance » qu'en espèces sonnantes et trébuchantes ?

¹⁶ Notons que le Prof. Edouard DELRUELLE questionne l'idée de « bouc émissaire ». Ce mécanisme, dit-il, « consiste à concentrer sur une victime expiatoire la violence latente dans la société. Il s'agit d'un rite sacrificiel, de nature religieuse, qui dote la victime (ou son substitut animal) d'une aura sacrée, ce qui n'est évidemment pas le cas des victimes de racisme ». Cf. DELRUELLE Edouard, « Le racisme nouveau », URL : http://edouard-delruelle.be/racismenouveau/#_ftn2 page consultée le 2 mai 2017

¹⁷ Lilian Thuram, champion du monde de football avec l'équipe de France en 1998, a créé la « Fondation Lilian Thuram, Education contre le racisme » : contenant beaucoup d'informations et de ressources pour la lutte contre le racisme <http://www.thuram.org/site/actualites-projets/actualites/>.

¹⁸ Walter BENN MICHAELS, « *La diversité contre l'égalité* », Raisons d'agir, 2009, 155 p., p.15.

L'occultation des réalités sociales au profit des discours identitaires aboutit à imposer, dans le débat public, un langage dissimulant les différences au sein de ces groupes racialisés. De plus, **« ce langage prive le combat antiraciste du référent universaliste sur lequel il a pourtant construit son identité. Mais surtout, il contribue à fabriquer la réalité qu'il dénonce »**¹⁹. Le risque de *sur-culturalisation* des enjeux ou de surinvestissement du référent identitaire est aujourd'hui un des écueils de la lutte antiraciste.²⁰

Depuis que les questions sociales ne sont plus formulées dans le débat public comme des conflits de classe mais présentées comme des conflits identitaires, **on a glissé de la lutte pour l'égalité à la promotion de la diversité**. Ceci ne signifie en aucune manière que les combats et les avancées sur les questions d'inégalité et de discriminations, sur quelque base que ce soit, perdent de leur validité ! Simplement, il s'agit de les replacer dans le cadre global du système inégalitaire qui leur permet d'exister et de se perpétuer.

Le mouvement antiraciste est exposé à cette dérive communautariste, qui constitue à distinguer et à traiter séparément, par silos, les différentes formes de racisme : la négrophobie, l'islamophobie, l'antisémitisme, la phobie des Roms, ...

3. Les droits fondamentaux fragilisés

Concomitamment au déplacement de l'attention sur les questions d'identité, les combats sociaux continuent de perdre du terrain. Loin d'être le fruit du hasard, ce déplacement se situe au cœur du changement global opéré par le néolibéralisme depuis plus de trois décennies (ladite « révolution libérale »). Pour les organisations syndicales, il est important de questionner la corrélation entre ce glissement vers des questions identitaires, le redéploiement du racisme et celui des avancées de l'idéologie et des politiques libérales.

*« Plus une société, sur le plan matériel (...) parvient à assurer la cohésion sociale en son sein, en resserrant les écarts entre les classes et les groupes, moins les individus auront tendance, sur le plan symbolique (...), à se replier sur des identités de type nationaliste ou communautaire. A l'inverse, moins une société forme un monde commun, car désagrégée par la concurrence et les inégalités, et plus les individus auront tendance, sur le plan symbolique, à se tourner vers des identifications compensatoires. »*²¹

C'est l'universalisme des droits humains qui se trouve ainsi attaqué de toutes parts. A droite, il est attaqué par les nationalismes décomplexés et par le néolibéralisme, qui s'en prend aux droits sociaux en s'appuyant notamment sur les divisions de l'ethnostratification du travail. A gauche, les attaques se formulent dans des discours communautaristes qui sont, in fine, anti-égalitaristes.

¹⁹ « La racialisation du discours public contribue à l'enfermement identitaire de la fraction déshéritée de la jeunesse populaire », estiment le sociologue Stéphane Beaud et l'historien Gérard Noiriel. BEAUD Stéphane, sociologue et NOIRIEL Gérard, historien « Racisme anti-blanc, non à une imposture », page consultée le 12 avril 2017, URL : http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/11/14/racisme-anti-blanc-non-a-une-imposture_1790315_3232.html#yXhW7Vcj43pgMqz3.99

²⁰ La plateforme de lutte contre le racisme souligne que « le risque majeur qui met en danger la lutte contre le racisme est la sur-culturalisation des enjeux. Le racisme est à la fois une question d'inégalités et une question d'identités. (...) Pour combattre le racisme à sa source, il faut s'attaquer aux facteurs économiques et sociaux qui produisent les discriminations tout en menant un travail d'éducation permanente visant à permettre à chacun de prendre conscience de la diversité de ses multiples identités et de la richesse de celle des autres. » Extraits du texte de référence de la Plate-forme de lutte contre le racisme et les discriminations, adopté en Assemblée plénière du 30 avril 2015. <http://www.luttecontreleracisme.be/cadre-de-reference-de-la-lutte-contre-le-racisme-et-les-discriminations/>

²¹ DELRUELLE, Edouard, « le racisme nouveau », 4 février 2014, <http://edouard-delruelle.be/racismenouveau/> page consultée le 2 septembre 2016

La modernité se caractérise par la ruine des mythes fondateurs particularistes (et la pensée magique) et l'émergence du rationalisme universaliste, en Europe à partir de la Renaissance, et plus particulièrement du siècle des Lumières. Ces Lumières sonneront la fin des systèmes féodaux et la fin de la légitimation de l'esclavage. Le rationalisme qui sous-tendait les Lumières a bâti de grands récits explicatifs avec, comme toile de fond, la promesse de l'émancipation de l'humanité, entre autres grâce à la science, et avec comme principe fondateur l'égalité de tous les êtres humains (dont découle l'égalité des droits).

Le postmodernisme, à son tour, se caractérise par la perte de légitimité des grands récits rationalistes²². C'est le moment où le relativisme (aujourd'hui parfois au nom de la diversité) est prêt à jeter aux orties l'universalisme, perçu comme trop libéral, voire « idéaliste », ne tenant pas compte de la conflictualité sociale, et aussi perçu souvent comme européen centré, voire néocolonialiste.

Les critiques émises par une analyse parfois qualifiée de postmoderne ne peuvent être balayées d'un revers de la main. L'anticolonialisme redonne du crédit à la critique de l'impérialisme et les attaques d'une certaine arrogance eurocentrée n'ont pas eu que des effets malvenus²³. Il faut prendre au sérieux les critiques à l'universalisme qui avantagerait surtout la bourgeoisie, les héritiers, un universalisme qui aurait été imposé à toute l'humanité en même temps que le capitalisme.

Néanmoins, les droits fondamentaux, conquis de haute lutte, concrétisent l'égalité de tous les humains. Ces droits conquis, qui nous appartiennent, à toutes et à tous, risquent d'être remis en question par des attaques convergentes : celles du néolibéralisme (sur base de récits méritocratiques) et celles du relativisme postmoderne, attaquant le fondement même de l'idée de droits égaux pour tous. Sacraliser des particularismes sous couvert de raisons dites culturelles risque de détruire les fondements de l'égalité de tous, ouvrant la voie à la légitimation de discriminations, voire aux violations graves des droits fondamentaux.

Le racisme n'est pas l'expression de la lutte de classes, écrit Etienne Balibar. Il n'est qu'une forme typique de l'aliénation politique inhérente aux luttes de classes dans le champ du nationalisme, sous des formes particulièrement ambivalentes (racisation du prolétariat, consensus « interclassiste » aujourd'hui). La (re)constitution sur des bases nouvelles d'une idéologie de classe, susceptible de contrecarrer le nationalisme galopant a pour condition un antiracisme effectif²⁴. Ce nouveau projet de société doit pouvoir s'émanciper des questions posées par l'ancien modèle de société, celui qui remet aujourd'hui au goût du jour les replis identitaires dans un monde globalisé.

²² COLLEYN, Jean-Paul, *Éléments d'anthropologie sociale et culturelle*, sixième édition revue et augmentée, Editions de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1998, pp 75-76.

²³ CHIBBER Vivek, « L'universalisme, une arme pour la gauche », *Manière de voir*, 152, avril-mai 2017, pp. 29-34.

²⁴ BALIBAR Etienne, WALLERSTEIN Immanuel, « Race, nation, classe, Les identités ambiguës », *La Découverte & Syros*, Paris, 1997, p. 23.

4) Cosmopolitisme universaliste pour l'égalité

Le racisme ne peut jamais être considéré comme une manifestation d'un phénomène naturel, qu'on peut tolérer à basse intensité. Il procède d'enfermements identitaires et de l'acceptation de nouvelles « évidences » comme celle du « choc des civilisations », en lieu et place de lignes de fracture bien plus tangibles et qui traversent ces prétendues civilisations, comme celui de la redistribution des richesses, celui des classes sociales servant le modèle capitaliste et le paradigme individualiste. Les particularismes, alimentés par les affirmations identitaires sont contre-productifs. Ils fragilisent les mouvements sociaux et leurs propositions collectives. Ils prennent l'effet pour la cause, et participent à la polarisation de la société. Pendant que les droits sociaux s'individualisent, les organisations syndicales et leurs revendications se voient attaquées de toutes parts.

Entre travailleurs, la conscience du danger de la division face aux multiples attaques contre nos droits doit redevenir un moteur de l'unité. **Tant qu'existera l'exploitation, subsisteront les théories qui fourniront une légitimation à cette exploitation.** Combattre le racisme passe nécessairement par les luttes pour la justice sociale et l'égalité : les deux luttes se conditionnent. Le mouvement ouvrier (les organisations syndicales, les mutuelles, les organismes d'éducation populaire, ...) doit se donner des moyens pour mettre en place des mesures contre le racisme : d'abord le rappel de la norme (l'interdit) mais aussi la prévention, via des campagnes d'information, de déconstruction des clichés, l'enseignement de l'histoire des rapports de force, des conditionnements induits, ainsi que les corrélations entre questions économiques sociales et la montée des inégalités et des réponses identitaires simplistes. Il faut pouvoir parler du racisme, sans culpabiliser ni victimiser, en sachant que **la parole de chacun et de chacune compte tout autant, tout en se basant sur notre bien commun que sont les droits humains.** Il s'agit avant tout de mettre en évidence les liens entre les luttes pour l'égalité des droits et l'accès à ces droits pour chacun et chacune ; quelle que soit son origine. Aujourd'hui, un des chantiers de cette lutte est certainement celui des droits des travailleurs sans-papiers dans les revendications des organisations syndicales.

Pour dépasser les replis identitaires, la société doit se fonder sur l'égalité des êtres humains, d'où qu'ils viennent, dans une perspective émancipatrice : celle d'une société écologiquement durable et socialement juste, où les services publics, l'enseignement public (gratuit et obligatoire) sont de qualité, où l'accès au logement et à la santé est un droit effectif pour tous, où il y a du travail, du temps et des loisirs pour chacune et chacun, où l'émancipation réelle permet à chacun et à chacune de vivre pleinement sa vie, indépendamment de sa classe sociale, de son niveau d'éducation, de son genre, de son orientation sexuelle, de son âge, de son état de santé ou de ses origines, où les droits collectifs et individuels de chacun seront respectés, protégés... et effectifs.

Ce projet émancipateur a pour conditions l'internationalisme, l'antiracisme et une égalité des droits de tous les travailleurs et toutes les travailleuses ; une redistribution solidaire, une société fondée sur des valeurs universelles, qui soutiendra une solidarité européenne et mondiale. A Bruxelles, l'une des villes les plus bigarrées du monde, mais aussi une ville où les richesses sont très inégalement réparties, les organisations syndicales et les organismes d'éducation populaire se doivent d'être le moteur de la (re)construction collective de droits égaux. Le cosmopolitisme de la ville qui, depuis toujours, est autant un carrefour que le berceau de luttes et de victoires sociales, est un excellent terrain pour la création de nouvelles perspectives...

